

**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE MONTCERF-LYTTON**

**Séance régulière du 6 juillet 2020**

Procès-verbal de l'assemblée régulière du conseil municipal de Montcerf-Lytton, tenue le lundi 6 juillet 2020 à 19h30 à huis clos considérant le contexte de la pandémie de COVID-19.

**Sont présents à cette rencontre à huis clos :**

|          |                      |             |
|----------|----------------------|-------------|
| Monsieur | Alain Fortin         | Maire       |
| Madame   | Christianne Cloutier | Conseillère |
| Monsieur | Michel Dénomme       | Conseiller  |
| Monsieur | Serge Lafontaine     | Conseiller  |
| Monsieur | Claude Desjardins    | Conseiller  |
| Monsieur | Ward O'Connor        | Conseiller  |
| Monsieur | Sébastien Emond      | Conseiller  |

Madame Emmanuelle Michaud, directrice générale et secrétaire-trésorière par intérim, occupe la fonction de secrétaire de la présente séance.

**OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE**

**2020-07-693**

**OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE**

- CONSIDÉRANT** le décret numéro 177-2020 du 13 mars 2020 qui a déclaré l'état d'urgence sanitaire sur tout le territoire québécois pour une période initiale de dix jours;
- CONSIDÉRANT** que le gouvernement du Québec a, par décrets, renouvelé de façons successives l'état d'urgence sanitaire et par conséquent, le 30 juin 2020 le décret numéro 690-2020 a prolongé l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 8 juillet 2020;
- CONSIDÉRANT** l'arrêté 2020-029 de la ministre de la Santé et des Services sociaux qui permet au conseil de siéger sans la présence du public;
- CONSIDÉRANT** que selon le même arrêté, lorsque la loi prévoit qu'une séance doit être publique, celle-ci doit être publicisée dès que possible par tout moyen permettant au public de bien connaître la teneur des discussions entre les participants et le résultat de la délibération des membres;
- CONSIDÉRANT** qu'il est dans l'intérêt public et pour protéger la santé de la population, des membres du conseil et des officiers municipaux que la présente séance soit tenue à huis clos, sans la présence du public;

Il est proposé par Madame la conseillère Christianne Cloutier d'accepter que la présente séance soit tenue sans la présence du public et que les membres du conseil et la directrice générale par intérim puissent y participer en personne selon le respect des règles de distanciation sociale.

Sous la présidence de Monsieur Alain Fortin, la séance ordinaire est par conséquent ouverte à 19h30 après un tour de table pour la vérification du quorum.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-694**

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE**

Il est proposé par Monsieur le conseiller Michel Dénomme et il est résolu que l'ordre du jour soit accepté tel que déposé.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-695**

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DU 26 MAI 2020**

Il est proposé par Madame la conseillère Christianne Cloutier et il est résolu d'adopter le procès-verbal du 26 mai 2020.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-696**

**ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE DU 1<sup>er</sup> JUIN 2020**

Il est proposé par Monsieur le conseiller Serge Lafontaine et il est résolu d'adopter le procès-verbal du 1<sup>er</sup> juin 2020.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-697**

**ADOPTION DES COMPTES AU 29 JUIN 2020**

Il est proposé par Madame la conseillère Christianne Cloutier et il est résolu d'adopter les rapports suivants et ce, pour la période jusqu'au 29 juin 2020;

|   |                           |
|---|---------------------------|
| <b>Comptes payés Caisse Desjardins</b><br>Période de juin (chèque 59 à 81, liste de 39 679.28\$, incluant annulation de 1 619.93\$) | 41 299.21\$               |
| <b>Comptes à payer</b><br>Liste suggérée des paiements<br>Période de juin (chèques 82 à 117)  | 63 746.51\$               |
| <b>Liste des salaires nets et frais de déplacement</b><br>(23 mai au 30 juin)   | 37 009.61\$               |
| <b>Paiements par virements bancaires</b><br>Prélèvements automatiques<br>Virements bancaires préautorisés                           | 24 603.47\$<br>3 065.21\$ |
| Chèque annulé   | 21 - 52                   |

Adoptée à l'unanimité.

Note au procès-verbal

M. O'Connor demande, pendant le dépôt de la liste des comptes, à savoir quels seront les frais encourus (ex. l'électricité) pour avoir accepté la réinstallation de la tour de Picanoc sur le terrain de la municipalité. Il demande également de vérifier pour l'ancienne résolution et l'ancienne entente.

**DÉPÔT D'UN ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES AU 30 JUIN 2020**

La directrice générale par intérim procède au dépôt d'un état des revenus et de dépenses au 30 juin.

**2020-07-698**

**AUTORISATION DE RÉOUVERTURE DU BUREAU MUNICIPAL ET DES PARCS MUNICIPAUX SELON LE PROTOCOLE ÉTABLI PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**CONSIDÉRANT** QUE le gouvernement du Québec autorise la réouverture des bureaux municipaux et des espaces publics municipaux sous certaines conditions:

Il est proposé par Monsieur le conseiller Sébastien Emond d'autoriser la réouverture du bureau municipal et des parcs, tout en respectant les consignes de la Santé publique.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-699**

**FERMETURE DE LA MARGE DE CRÉDIT AUPRÈS DE LA BANQUE NATIONALE ET DEMANDE DE RÉVISION DES FRAIS MENSUELS**

**CONSIDÉRANT** QUE la Banque Nationale facture des frais mensuels de 200\$ pour le compte bancaire de la municipalité, alors qu'il n'y a presque plus de transactions et qu'une des 2 marge de crédit est fermée;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Michel Dénomme et il est résolu d'autoriser la direction générale :

- à demander une révision des frais mensuels;
- à effectuer la fermeture de la marge de crédit restante
- lorsque tous les transferts seront effectués vers la Caisse Desjardins, de procéder à la fermeture définitive du compte.

Adoptée à l'unanimité.

Note au procès-verbal

Les points concernant la vente pour taxes sont enlevés de l'ordre du jour à la demande de M O'Connor. S'il y a lieu, une assemblée spéciale sera convoquée.

**2020-07-700**

**CITÉ ÉTUDIANTE DE LA HAUTE-GATINEAU – DEMANDE DE BOURSES 2020**

**CONSIDÉRANT** la demande de la CEHG pour la contribution pour une bourse pour les diplômé(e)s;

**CONSIDÉRANT** QUE ces bourses représentent pour les finissantes et finissants méritants une reconnaissance pour le travail accompli et une aide à la poursuite de leurs études.

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Desjardins de remettre une bourse de 100\$ à un(e) étudiant(e) résident(e) de la municipalité.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-701**

**MARCHÉ OUTAOUAIS – DEMANDE DE CONTRIBUTION**

**CONSIDÉRANT** la demande de participation financière des organismes Le Marché de l'Outaouais et Moissons Outaouais pour la campagne de financement participatif « Ensemble pour nourrir l'Outaouais »

**CONSIDÉRANT** QUE des organismes de notre région vont pouvoir bénéficier de cette campagne de paniers-cadeaux;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Serge Lafontaine et il est résolu de verser un montant de 100\$ à l'organisme.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-702**

**AVIS DE MOTION – RÈGLEMENT D'EMPRUNT POUR DES TRAVAUX DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'AIDE À LA VOIRIE LOCALE (PAVL), VOLET REDRESSEMENT DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES LOCALES (RIRL).**

Monsieur le conseiller Sébastien Emond donne à la présente assemblée un avis de motion à l'effet que sera présenté à une séance subséquente, pour adoption, un règlement d'emprunt concernant des travaux de voirie dans le cadre du programme d'aide à la voirie locale.

**2020-07-703**

**DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À LA MRCVG POUR LA FORMATION DES POMPIERS DE LA MUNICIPALITÉ**

**CONSIDÉRANT** QUE la municipalité aura des pompiers à faire former pour les besoins de sa brigade;

**CONSIDÉRANT** QU'il serait avantageux pour la municipalité de participer à u appel d'offres regroupé grâce à la MRCVG pour la formation des pompiers sur le territoire;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Desjardins et il est résolu de déléguer la MRCVG pour effectuer l'appel d'offres pour la formation des pompiers de la municipalité.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-704**

**AUTORISATION DE SIGNATURES DE L'AMENDEMENT À L'ENTENTE RELATIVE À LA FOURNITURE MUTUELLE DE SERVICE DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

**CONSIDÉRANT** QUE la ville de Maniwaki a procédé à l'achat d'un camion échelle pour son service incendie;

**CONSIDÉRANT** QUE la ville de Maniwaki devait mettre à jour l'entente relative à la fourniture de service de protection contre l'incendie pour mettre à jour la liste de ses véhicules et de ses équipements;

**CONSIDÉRANT** QUE la ville de Maniwaki a fait parvenir un amendement à l'entente et la liste des modifications et ajouts par résolution;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Desjardins et il est résolu de procéder à l'adoption de l'amendement et d'autoriser le maire et la direction générale à signer ledit amendement pour et au nom de la municipalité.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-705**

**AUTORISATION D'EMBAUCHE AUX POSTES DE VOIRIE ET DE L'ENTRETIEN DES PARCS ET ESPACES VERTS, POSTES SAISONNIERS**

**CONSIDÉRANT** le départ du nouvel employé saisonnier en poste et tous les travaux envisagés pour le reste de la période estival;

**CONSIDÉRANT** les difficultés de recrutement pour du personnel pour le département de la voirie pour la période estivale;

**CONSIDÉRANT** les courts délais qui restent pour la saison estivale;

Il est proposé par Madame la conseillère Christianne Cloutier et il est résolu :

- D'autoriser l'affichage des postes de journalier et voirie et celui en voirie et parcs et d'offrir le poste également aux étudiants;
- D'autoriser la direction générale avec l'aide du contremaître en voirie à procéder à l'embauche de 2 employés temporaires pour la période estivale.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-706**

**RECOURS CONTRE LA MUNICIPALITÉ DE MONTCEF-LYTTON À LA CAI**

**CONSIDÉRANT** QUE la municipalité a reçu une demande d'accès à l'information concernant des communications qu'elle aurait possiblement reçues de la part d'un groupe de lobbying pour

le contrôle du tabac, La Coalition québécoise pour le contrôle du Tabac (CQCT);

**CONSIDÉRANT** QUE l'appui à la Coalition avait été donné par la résolution du Conseil municipal de l'époque lors d'une séance antérieure;

**CONSIDÉRANT** QUE cette demande concerne tous documents, lettre, mémo, correspondance, plan, pétition, analyse, orientation, mémoire ou autre qui sont destinés à ou proviennent de la CQCT depuis 1996, l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) depuis 1996, ou l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) depuis 2015;

**CONSIDÉRANT** QU'à notre connaissance, nous n'avons pas reçu de documents, lettre, mémo, correspondance, plan, pétition, analyse, orientation, mémoire ou autre qui sont destinés à ou proviennent de la CQCT depuis 1996, l'Association pour la santé publique du Québec (ASPQ) depuis 1996, ou l'Association des intervenants en dépendance du Québec (AIDQ) depuis 2015 autre que ceux liés à la demande d'accès à l'information et que l'exercice de retrouver dans les archives papier de potentiels documents relatif à cet appui et autres communication liées serait très long;

**CONSIDÉRANT** QUE l'instigateur de cette demande à l'accès à l'information offre deux choix : soit fournir l'information demandé ou retirer l'appui, ce qui laisse croire que les intérêts derrière cette action semblent être de faire réduire les appuis pour la coalition et stopper le financement gouvernemental au combat contre le tabac et ses groupes de lobbying;

**CONSIDÉRANT** QUE le combat contre le tabac n'est pas un mandat municipal, et qu'il n'est pas de responsabilité municipale d'aider à étoffer des dossiers judiciaires entre des groupes lobbyistes opposant, traitant de sujets semblables;

**CONSIDÉRANT** QUE malgré ce fait, la municipalité ne banalise pas les dangers liés à l'usage du tabac, et des ravages que cet usage peut causer à la santé de la population;

**EN CONSÉQUENCE,** Il est proposé par Monsieur le conseiller Michel Dénommé et unanimement résolu :

QUE le préambule fasse partie de la présente résolution comme si récité tout au long;

QUE ce Conseil retire son appui à la Coalition Québécoise Contre le Tabac (CQCT) ou tout autre groupe de lobbying contre le tabac cité dans le préambule.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-707**

**DÉPÔT D'UN PROJET DANS LE FRR – PROJETS STRUCTURANTS MUNICIPALITÉS ET VILLES**

**CONSIDÉRANT** QUE la municipalité pourra bénéficier d'une subvention dans le cadre du FRR projets structurants municipalités et villes;

**CONSIDÉRANT** QUE la municipalité pourra bénéficier d'un montant de 22 162\$ en subvention dans le cadre de ce programme, mais qu'elle doit également y mettre sa participation financière, soit 20% du projet pour un montant de 4 432.40\$;

Il est proposé par Monsieur le conseiller Sébastien Emond et il est résolu de procéder à l'achat d'une structure de jeux pour le parc municipal et de payer la part de la municipalité à même les profits du carnaval et le surplus non-affecté s'il y a lieu.

Adoptée à l'unanimité.

**2020-07-709**

**LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE RÉGULIÈRE**

Il est proposé par Monsieur le conseiller Claude Desjardins de procéder à la levée de l'assemblée à 20h03.

Adoptée à l'unanimité.

\_\_\_\_\_  
M. Alain Fortin  
Maire

\_\_\_\_\_  
Mme Emmanuelle Michaud  
Directrice générale par  
intérim

**CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDITS**

*Je, soussignée, Emmanuelle Michaud, directrice générale et secrétaire-trésorière par intérim, certifie que la Municipalité dispose des crédits budgétaires ou extrabudgétaires suffisants pour effectuer les dépenses précitées.*

\_\_\_\_\_  
Emmanuelle Michaud  
Directrice générale par intérim